

Réveillez-vous !



Réveillez-vous

Manifeste à l'attention de tous ceux qui croient en l'écologie

I – L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS

Un discours peu « vendeur »

Le constat s'impose depuis quelques mois : le négationnisme climatique progresse. Et il a des effets immédiats : le green deal européen s'est vu édulcoré, du fait des craintes des partis conservateurs. L'approche des élections européennes les conduisent à se rapprocher des positions des partis d'extrême droite. Les récentes élections au Pays-Bas ont été un avertissement, l'écologie est un repoussoir pour une partie de l'électorat, qui refuse les mesures pourtant incontournables pour le climat et la biodiversité. L'écologie est devenue un enjeu de politique partisane, vite détournée et caricaturée, tout est bon pour engranger des voix. Les prochaines élections européennes seront déterminantes pour les politiques d'environnement des 5 prochaines années. L'échéance de 2030 est considérée comme cruciale à bien des égards, et toute régression, toute hésitation pourrait avoir des effets désastreux en matière de climat ou de biodiversité.

Nous pouvons accuser les lobbys et les populistes, mais ne nous trompons pas, c'est de bonne guerre dans des stratégies de conquête du pouvoir. La vérité est chahutée, les contre-vérités sont partout, ce qui est troublant de la part des partis dits « de gouvernement ». Quoi qu'il en soit, ce sont les élections qui donnent l'orientation politique dans les pays démocratiques. Nous ne pouvons pas nous contenter de critiquer, il ne suffit pas d'avoir raison pour gagner. L'écologie, ou plutôt l'anti-écologie, est devenue un cheval de bataille de l'extrême droite, suivie par des partis conservateurs. Le discours écologiste est retourné contre l'écologie.

Un discours empreint de restrictions, de contraintes et d'interdictions, qui donnent corps au terme d'écologie punitive. L'écologie n'est pas plus punitive que toutes les lois qui encadrent nos activités, mais la préoccupation est récente et s'ajoute aux précédentes. Les dégâts des défauts d'écologie sont différés dans le temps et dans l'espace, les responsabilités souvent partagées. Et on ne parle d'environnement que quand il y a des problèmes, pollution, sécheresse, inondation. Il est souvent mentionné le coût de l'environnement, et notamment celui de la transition, mais jamais celui de l'absence de mesures de protection, et celui de statu quo. On ne parle de l'environnement qu'en négatif, étonnez-vous ensuite qu'il soit assimilé à des ennuis que chacun souhaite minimiser ou reporter à plus tard. L'écologie briseuse des rêves de tous ceux qui voulaient vivre comme les riches.

Le discours dominant des écologistes, à base de peur des catastrophes et de culpabilité, et finalement de peur de l'avenir, se retourne contre eux. Les alertes sont bien sûr justifiées, mais doivent-elles être le socle du discours ?

Ces péchés originels auraient dû alerter les porteurs de l'écologie. Surtout ne pas renforcer le sentiment de contrainte, et mettre en évidence les volets positifs de la prise en charge des valeurs écologiques. C'est l'inverse que nous observons. Le discours écologiste dominant (il y en a plusieurs, heureusement) met l'accent sur les contraintes, le coût de la transition, et sur la culpabilité des

humains destructeurs de la planète, notamment les pays dits développés. Il est même question de honte. Etonnez-vous ensuite que l'écologie soit perçue comme punitive. Les adversaires de l'écologie n'ont aucune peine à trouver leurs arguments. Le discours écolo dominant, ce sont des bâtons pour se faire battre. Se faire battre notamment aux élections, comme les prochaines élections européennes, au risque de compromettre le rôle moteur que l'Europe a pu jouer en matière d'environnement. Il doit y avoir mieux pour « vendre » l'écologie.

Au temps de l'écologie positive

Il fut un temps où l'image de l'écologie était positive. L'écologie – on disait plutôt l'environnement – était porteuse de qualité de la vie, expression qui a même donné son nom au ministère en charge du domaine. La réglementation et les contraintes étaient déjà là, mais elles étaient associées à une promesse, l'amélioration de notre qualité de vie. Nous acceptions à cet effet les dispositions restrictives pour réduire les pollutions et protéger les sites et les milieux remarquables. Aujourd'hui, il n'y a plus de promesse. Juste un espoir d'éviter le pire, espoir dont il nous est dit qu'il s'amenuise chaque jour.

La transition est en outre qualifiée d'onéreuse. Son coût est sans cesse rappelé, y compris par les écologistes, alors que c'est le statu quo, le rien faire, qui coûte un « pognon dingue », un puits sans fond si un terme n'est pas mis à la dégradation du milieu. L'écologie est un placement rentable. La restauration de la nature, par exemple, objet d'une directive européenne adoptée récemment, bien qu'édulcorée, rapporte 8 fois les investissements faits en son nom.

Au temps de l'écologie positive, nous parlions du « double dividende », gagner sur les deux tableaux, en même temps pour les humains ici et maintenant et pour la planète et les générations futures. L'écologie apparaissait sans ambiguïté porteuse de progrès humain, et de nombreux indices nous laissaient penser que c'était possible. La formidable avancée des énergies renouvelables, en capacité et en prix de revient, en est une bonne illustration, de même que les travaux sur l'agroécologie, qui nous montrent que l'Europe peut se nourrir et continuer à exporter grâce à l'agroécologie, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en favorisant la biodiversité.

Au lieu de pousser ces pions sans états d'âme, les écologistes cherchent la petite bête. François Gemenne, politologue et chercheur belge, co-auteur du sixième rapport du GIEC, s'en énerve, au cours d'une émission sur France Inter le 9 novembre 2023. « A force de ne voir que les défauts des solutions, plutôt que leur potentiel, on finit par ne rien faire du tout. Pourtant nous avons une fâcheuse tendance à rejeter tout ce qui ressemble à une solution : le recyclage n'encourage pas la baisse de la consommation, la voiture électrique freine le report vers le transport collectif, l'énergie nucléaire ne pousse pas à la sobriété, les éoliennes gâchent les paysages... ». Jamais contents. Cette tendance au rejet des solutions n'est pas nouvelle. Combien d'entreprises ou de collectivités soucieuses d'écologie se sont fait rabrouer au motif que ce qu'elles avaient fait était largement insuffisant ? La perfection sinon rien. Ce n'est pas comme ça que les bonnes volontés sont confortées, c'est même comme ça qu'elles se découragent. Les néophytes en viennent à abandonner.

Les écologistes utilisent un vocabulaire codé. Normal pour échanger entre soi, mais pas fameux pour élargir le cercle des convaincus. Le mot « précaution » en est un bel exemple. Le profane y voit une incitation à attendre dans le meilleur des cas, ou à ouvrir le parapluie pour ne rien faire. L'immobilisme. A l'inverse, le principe de précaution est un élément déterminant d'une culture du risque. Risque inévitable quand il faut innover et trouver de nouvelles voies de progrès, mais risque à gérer collectivement quand il devient « grave et irréversible ». L'écologie est une prise de risque, comme moteur d'une société nouvelle à imaginer, et le principe de précaution la « règle du jeu » de cette prise de risque.

Autre maladresse, le zéro, comme croissance zéro ou zéro artificialisation nette. L'écologie est alors perçue comme empêcheuse de faire, ce qui en éloigne les entrepreneurs. La partie la plus dynamique de la population se sent ainsi visée. L'interdiction contenue dans le mot Zéro s'oppose à une autre approche susceptible de les mobiliser au profit de l'écologie, celle du défi. Relever le défi d'une forme de croissance gagnant-gagnant, le double dividende. L'exemple du bâtiment est éloquent à cet égard. Le progrès qui s'y manifeste est le résultat d'un défi adressé aux professions concernées, de construire à impact minimum et à coût maîtrisé. Il vaut mieux exiger un haut niveau de qualité que d'interdire. Les projets qui n'atteindront pas le niveau demandé tomberont d'eux-mêmes.

Au moins dans les discours, l'écologie s'est enfermée dans une approche restrictive, traduite en punitive par ses opposants. Ceux-ci n'hésitent pas à profiter de ces failles pour caricaturer l'écologie. Ils y trouvent les bâtons avec lesquels ils la battent. L'écologie mérite mieux, l'écologie c'est du mieux vivre dans une planète en pleine forme !

Aux racines du négationnisme climatique

Paradoxalement, plus le climat se dégrade, plus le refus prend de l'ampleur. Comme celui du cheval au pied de l'obstacle. Sans doute parce que celui-ci se rapproche, que chacun peut prendre la mesure de ce qu'il faut faire pour le franchir. Il est toutefois gênant d'avouer ne pas avoir envie de faire d'effort, alors qu'il est clair que nous devons tous en faire. Refuser l'obstacle témoigne d'une sorte d'égoïsme, d'un manque d'esprit civique, d'une attitude peu solidaire. Une posture pas très confortable, vous en conviendrez. Comment faire pour l'éviter ?

Le climatoscepticisme, voilà une première solution. Et en plus, il permet de faire preuve d'une indépendance d'esprit, de se distinguer du troupeau. Tout ça, c'est pour nous faire payer, c'est du wokisme, ne vous laissez pas intimider. La résistance s'organise, autour des entrecôtes qui grillent sur le barbecue. Les épicuriens, voire les gaulois ripailleurs, contre les pisse-froid, les ascètes, les anti-progrès, et pourquoi pas les amish.

Une autre solution réside dans l'acceptation passive de notre sort. A quoi bon ? Les dés sont jetés, no future, alors pourquoi faire des efforts ? Profitons des dernières lueurs de la vie terrestre, des derniers plaisirs, de toutes façons, c'est foutu. Vous entrez alors dans une autre catégorie d'esprits forts, les réalistes qui regardent, amusés, l'agitation de ceux qui croient encore au miracle. Profitons de la musique tant que l'orchestre joue sur le pont du Titanic.

Le miracle, autre porte de sortie, en deux formules.

Les religieux, notamment les créationnistes, qui mettent l'avenir de l'humanité entre les mains de Dieu. Celui-ci ne laissera pas sa création s'effondrer, c'est une épreuve qu'il nous impose, ses desseins sont impénétrables, mais c'est pour notre bonheur, notre bien qu'il connaît mieux que nous. Un groupe très répandu aux Etats-Unis, moins chez nous, en France.

Les scientifiques, ceux qui attendent le miracle de la science. Ils ont pleine confiance en l'humanité, elle a traversé de nombreuses crises, elle a dompté la vie sauvage, elle va conquérir l'espace. La science va nous sortir de là, elle va ensemer les océans ou la haute atmosphère, elle va inventer de nouvelles sources d'énergie. Pourquoi ne trouverait-elle pas de solution, puisqu'elle a toujours réussi à le faire ?

Il y a donc bien des manières de refuser l'effort, et l'addition de toutes ces catégories de climatosceptiques, susceptible de s'enrichir encore à l'approche de l'obstacle pourrait bien constituer une majorité, ou du moins une minorité active qui rendrait vains tous les efforts des autres. Que faire, pour éviter cette dérive ?

Le mauvais scénario : L'avenir à reculons

Schématiquement, il y a deux manières de réagir face aux changements qui nous bousculent en permanence. Une question d'état d'esprit, ou de tempérament, ou encore de circonstances. Les uns vont tenter d'anticiper et de prendre de l'avance, et profiteront du changement pour affirmer, ou améliorer, leur place dans la société. Les autres voudront résister au changement, et attendre qu'un nouveau changement ne vienne chasser le précédent. Quelle est la bonne attitude ? La réponse dépend évidemment du type de changement, et en particulier des causes du changement, selon que leur caractère est inéluctable ou non. Il ne sert à rien en effet de nager contre un courant bien plus fort que vous, de lutter contre un « rouleau compresseur » qui avance sans état d'âme.

Face à l'inéluctable, il faut composer, s'adapter, et le plus tôt nous nous y préparons, le mieux ce sera. Toute résistance par principe, ou par inertie ou lassitude, ou encore par refus d'accepter le nouvel état des choses, ne conduirait qu'à dépenser de l'énergie et du crédit en pure perte.

Prenez le cas de notre beau pays, la France, fière de son histoire, de sa culture, de sa langue, et de sa position dans le monde, un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, et une défense fondée sur la possession de l'arme nucléaire. La montée en puissance de nouveaux pays, la Chine, bien sûr, mais aussi des BRICS en général, de l'Asie du Sud-est, et de continents entiers, comme l'Amérique latine et, bientôt, de l'Afrique, est inéluctable. Il est possible de la retarder, sans doute, mais à un terme plus ou moins proche, ces pays feront jeu égal avec nous, et c'est légitime. Pourquoi vivraient-ils moins bien que nous, de quel droit ? Nous représentons 1% de la population mondiale, et la révolution industrielle nous a permis de prendre, avec quelques autres, une position dominante qui ne peut durer éternellement. La nostalgie de l'époque où nous dominions le monde ne peut nous servir de moteur pour aborder l'avenir. Ce serait le déclin assuré. Il faut nous réinventer, et trouver en nous-mêmes les ressources qui nous permettront de conserver une place à part parmi les nations. Une place qui ne sera plus la conséquence d'une position de force, mais du type de civilisation que nous représentons.

Autre phénomène inéluctable : le vieillissement de notre population. C'est le simple résultat, mécanique, de la stabilisation de la population mondiale, que nous sommes nombreux à souhaiter pour préserver notre planète, et qui se fera au cours de ce siècle. Nous pouvons retarder le vieillissement en faisant des enfants, mais comment justifier une politique nataliste tout en prônant la stabilisation de la population ? Ce serait de toute façon une manière de reporter l'effort sur les générations suivantes, ce n'est pas leur faire un cadeau. Il faut donc s'adapter à une plus forte proportion de vieux. Organiser la société pour qu'elle puisse fonctionner, produire, se soigner, se protéger, etc. avec une nouvelle structure démographique. Voilà un débat « refondateur », puisque la refondation est à l'ordre du jour. Le travail en sera une composante, mais avec bien d'autres sujets, certains pratiques, comme le logement ou la santé, d'autres plus sociologiques, comme la capacité d'innover et de se projeter dans le futur.

La démographie se manifeste aussi dans les mouvements de population. Les migrations seront de plus en plus pressantes, filles de la pauvreté, de l'instabilité politique et de conflits de toutes natures, et demain (c'est déjà commencé) du réchauffement climatique, et il sera vain de s'y opposer par des murs qui seront inévitablement contournés tant que la situation ne trouvera pas un équilibre. Faire avec les migrations est inéluctable, et il vaut mieux s'y préparer, notamment pour rajeunir la population et rééquilibrer notre pyramide des âges, que de refuser l'inéluctable.

La question de l'eau est de plus en plus préoccupante. Aux niveaux mondial et national. Nous le savons depuis longtemps, mais l'immobilisme s'est encore imposé, nous cherchons toujours à

mobiliser plus d'eau douce (barrages, puits plus profonds, dessalement d'eau de mer, etc.) plutôt que chercher à vivre bien avec moins d'eau, seule solution à terme.

Et le climat, bien sûr, un réchauffement inéluctable compte tenu de l'inertie du phénomène, auquel il faut s'adapter tout en essayant de le limiter. Combien d'entreprises, et d'Etats, continuent à investir ou subventionner les énergies fossiles - Plus de 1000 milliards de dollars de subventions en 2022- au lieu de porter tous leurs efforts sur la décarbonisation de l'économie ? Nous allons vers l'avenir à reculons. Tout se passe comme si nous préférons renforcer notre arrière garde plutôt que soutenir les éclaireurs et l'avant-garde. Le refus de l'obstacle, comme le cheval.

Donner envie du changement

Restons chez les équidés, passons du cheval à l'âne. Un animal qui a son caractère, lui aussi. Il y a la méthode de la carotte. La promesse d'un plaisir, qui le motive et le pousse à avancer. Il faut aussi lui donner soif, car vous le savez, on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. Soif de nouveau, d'aventure, de découverte. L'obstacle à franchir n'est pas une fin en soi, c'est juste le passage obligé vers d'autres prairies où l'herbe est plus verte. Ce sont ces prairies qui doivent donner envie d'affronter les épreuves, de fournir l'effort, et de sauter le mur. L'accent mis sur l'obstacle ne peut que refroidir les enthousiasmes, et ouvrir un boulevard aux climatosceptiques de tous poils. Encore plus si cet obstacle est présenté comme une pénitence, bien méritée après tous les malheurs que l'humanité a fait subir à la planète.

Donner envie, la recette est facile à évoquer. Il reste à décrire ces vertes prairies qui nous attendent, terres promises où coule le lait et le miel (deux produits animaux, vous l'aurez remarqué). Il y en a sûrement plusieurs, pour que chacun puisse choisir, mais une chose est certaine, ces prairies seront différentes de celles que nous devons abandonner. Un changement dans nos modes de vie, nos activités, nos relations à autrui. Gageons que l'obstacle sera gaillardement franchi, et par le plus grand nombre, si c'est pour accéder à un monde nouveau plein de promesses.

C'est la référence au talent humain, à l'ingéniosité, à l'imagination, au goût de la découverte et à la générosité qui est le meilleur levier pour donner envie du changement.

La démocratie contre l'écologie

La démocratie est une compétition. L'idéal aurait été que ce soit une recherche collective de consensus, ce qui arrive encore dans de nombreuses sociétés dans le monde, souvent caricaturée, sous la forme de palabre. Faire émerger un accord à l'issue d'échanges entre toutes les parties. Mais la vie politique a changé la donne. Il s'agit plus d'accéder au pouvoir que de faire émerger un projet commun. La confrontation de projets opposés est mise en scène à tous les niveaux. Il faut un vainqueur et des vaincus. Il faut donc absolument séduire les électeurs, et la sagesse populaire a donné la règle du jeu : on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre, ou encore on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif.

Le discours constitué à base d'alertes - tout va mal, il faut tout changer - n'est pas le plus performant de ce point de vue. Il peut fonctionner le jour où la catastrophe est là, et encore pas longtemps. Les inondations sont vite oubliées, le beau temps revenu, et nombreux sont ceux qui veulent oublier ces mauvais moments et reprendre la vie « comme avant », y compris construire en zone inondable. Quand les enjeux sont lointains, dans le temps ou l'espace, c'est encore plus difficile. Etablir le lien entre ce qui se passe chez soi aujourd'hui et ce qui arrivera dans 10 ans à l'autre bout de la planète, et en faire un argument électoral relève de l'exploit. Ça peut marcher une fois, sur la base de l'émotion, mais cette dernière s'émousse vite, l'actualité reprend le dessus.

Il n'y a pas que le marché qui soit myope. La démocratie, le marché des idées, l'est aussi. Le retour régulier devant les électeurs oblige à les satisfaire en continu. La dictature de l'immédiat est du pain béni pour tous les populistes dont la ligne de conduite est la réponse aux préoccupations de l'instant, sans souci des répercussions des solutions apportées. Mauvaise affaire pour les tenants du long terme et de la complexité du monde. Il faut se projeter dans un avenir incertain, imaginer les interactions entre des événements apparemment sans rapport, accepter un effort sans retour immédiat. Le développement durable n'est pas spontanément vendeur. Ajoutez-y un zest de Cassandre, c'est la défaite assurée.

La promesse du double dividende

C'était plus engageant quand l'écologie rimait avec qualité de la vie. Des politiques bonnes à la fois pour nous-mêmes, ici et maintenant, et pour la planète. Le double dividende en tête de gondole pour « vendre » l'écologie. Est-ce le mot « dividende » qui dérange ? Il n'est plus question que de la planète, du climat, des vrais sujets, bien sûr, mais qui nous semblent bien loin, et devant lesquels nous nous sentons bien petits et impuissants. Prenons l'exemple des bâtiments, un des poids lourds de l'effet de serre, consommateur d'espaces et de ressources minérales. Le concept de haute qualité environnementale, HQE, né en 1996, associait les intérêts des occupants, leur bien-être, leur santé, à celui de la planète. Eh bien, très vite, l'accent a été mis sur l'énergie et le carbone. L'habitant n'y était plus. Côté rénovation, il n'est question que de rénovation énergétique, un aspect important mais très technique, auquel les gens ne comprennent pas grand-chose. Difficile, dans ces conditions, de rendre le sujet populaire.

L'exemple de l'alimentation montre que le double dividende fonctionne encore (sans le mot dividende, un gros mot). Le bio bon pour la planète et pour les humains, leur plaisir gustatif et leur santé. Tout bon. Pourquoi pas dans d'autres domaines ?

Les électeurs nous font un rappel que nous aurions tort de négliger. Il est possible de gagner sur les deux tableaux, le présent, et le futur. Il faut pour cela le vouloir et s'en donner les moyens d'une part, et le faire savoir d'autre part. C'est ainsi que nous mobiliserons pour le développement durable et que démocratie et écologie marcheront ensemble.

Le poids des idées reçues

Le vraisemblable est souvent préféré au vrai. Le vraisemblable, c'est ce que nous avons déjà vu, ce qui est dans nos têtes, et que nous recherchons dans la vraie vie. L'innovation, les changements de cap, ont ainsi bien du mal à se faire reconnaître, et même acceptés. Ils ne figurent pas, par définition, dans notre univers mental, constitué à partir du passé pour l'essentiel. Les spécialistes de l'innovation le savent bien, nombreuses sont les inventions qui sont restées lettre morte tant que la société n'était pas prête à les accueillir. L'exemple de la machine à vapeur est souvent cité.

L'agriculture n'échappe pas à cette forme de résistance au progrès. L'idée y est bien incrustée que le respect de l'environnement provoque une baisse de la production. C'est un sacrifice qui est demandé au producteur, mais aussi au consommateur qui doit payer plus cher ses légumes. De même, la présence de haies réduit les rendements à l'hectare. Elles consomment de la surface potentiellement agricole, et affectent leurs alentours en faisant concurrence aux cultures, accès à l'eau et à la lumière notamment.

De nombreuses études, aujourd'hui, cassent ces idées reçues. En adoptant des pratiques intégrant les lois de la nature, il est possible d'augmenter la production. Affecter à la nature un part de surface cultivée, pour des haies, des bosquets, des mares ou autres zones humides, peut être une bonne

affaire pour l'agriculteur, comme pour la collectivité. L'avenir n'est pas dans le prolongement des techniques d'hier, même améliorées, mais source de problèmes qui ne feront que croître, érosion, maladies, etc. et de dépendance des agriculteurs à leurs fournisseurs. Le modèle dominant aujourd'hui doit laisser la place à de nouvelles pratiques, bien maîtrisées mais qui nécessitent un accompagnement dans la phase de transition.

Cette vérité est malgré tout contre-intuitive, et va à l'encontre d'une approche linéaire, où la surface est la variable principale. C'est le système cultural qui doit être pris en compte, avec de nombreuses interactions. Productivité et écologie peuvent aller de pair, mais le message est peu audible par les paysans en difficulté, qui espèrent améliorer leurs revenus sans avoir à changer de modèle. Les mesures prises dans l'urgence par le Gouvernement semblent conforter cette illusion.

Hasard des calendriers, au moment où la colère paysanne explose, le Haut Conseil pour le Climat, HCC, publie son rapport [Accélérer la transition climatique avec un système alimentaire bas carbone, résilient et juste](#). Plusieurs rapports avaient déjà montré la complémentarité agriculture – écologie, notamment le scénario [Ten Years For Agroecology in Europe](#) (TYFA) en 2018, et qui confirme la faisabilité d'une agriculture européenne qui nourrit sainement les Européens tout en conservant une capacité d'exportations, réduit l'empreinte alimentaire mondiale de l'Europe, conduit à une réduction des émissions de GES du secteur agricole de 40 % et permet de reconquérir la biodiversité et de conserver les ressources naturelles. Le HCC confirme cette analyse et fait des recommandations dans ce sens, notamment pour accompagner les agriculteurs qui s'engagent dans la transformation de leur exploitation.

Il est consternant de constater que ce rapport a été totalement ignoré, confirmant ainsi l'observation de Jean-Pierre Dupuy, « Nous ne croyons pas ce que nous savons »¹.

Nous savons quelle orientation prendre, mais nous n'y croyons pas. Il y a bien sûr l'influence des lobbys, mais aussi une forte inertie des institutions, et surtout le refus de changer de mode de penser.

Les vérités qui dérangent

Le changement est toujours une épreuve. Les chanceux, les nantis, craignent de voir leurs avantages ou leurs privilèges remis en question, et les plus pauvres ont peur de perdre le peu dont ils disposent. Pour tout le monde, le changement dérange, il nous bouscule et nous sort de notre zone de confort. Et pourtant, si nous voulons poursuivre une croissance de notre bien-être, il faut accepter de changer, le rien faire nous condamne à la régression, au déclassement. Pour vivre mieux, nous devons changer pour intégrer les nouvelles contraintes qui se manifestent et en faire des atouts.

C'est que le monde change vite, lui. Sans doute trop vite, mais c'est lui qui donne le tempo, il faut l'accepter. Nouveaux équilibres géopolitiques, nouvelles technologies, mouvements de population, dérèglement climatique, pénuries en vue de certaines ressources telles que l'eau douce, etc. Une avalanche de transformations profondes, qui ne peut que nous inquiéter. Nous souhaitons une pause, nous souhaitons reprendre notre souffle, comprendre ce qui se passe et nous y préparer, au moins dans nos esprits.

Dans le champ politique, une phrase résume cette situation, prononcée par le président des USA George HW Bush au sommet de la Terre à Rio, en 1992 : « L'American way of life is not negociable ». Une phrase qui nous a fait bondir, mais qui inspire dans les faits de nombreuses politiques, notamment celle de la France. « Il faut protéger les Français » en est la transposition, il s'agit bien de

¹ Pour un catastrophisme éclairé, Paris, Seuil, 2002

ne rien changer à notre mode de vie. Une phrase qui conforte tous les conservatismes, qui pousse au repli sur soi et au sentiment que c'était mieux avant. Michel Serres en a dit tout le mal qu'il en pensait². Les populistes de tous bords flattent l'opinion qui, légitimement, s'interroge sur l'avenir, se sentent dépassés et dépossédés de leurs droits de citoyen, et voudraient bien, tout compte fait, que rien ne change. Chaque discours officiel mentionnant la « protection » des Français fait monter le score des populistes, en ravivant un pseudo âge d'or de l'Etat providence, qui nous protégerait notamment de toutes ingérences étrangères. « L'enfer, c'est les autres » à l'échelle du pays. Les élections poussent les partis politiques à rassurer les électeurs ; le temps de la sueur, du sang et des larmes n'est plus qu'une référence historique, manifestement.

C'est ainsi que progresse le rejet des « vérités qui dérangent », pour reprendre le titre d'un film (et d'un livre, 2006) d'Al Gore, ancien vice-président des USA. Sous l'influence des réseaux sociaux, chacun s'enferme vite dans ses certitudes, partagées bien sûr par ses « amis », nous ne croyons plus que ce qui nous convient, et rejetons toute information contraire.

Et il y a la peur. La peur des cataclysmes, de la fin du monde, opposée à la fin du mois. Un levier qui, hélas, ne fonctionne que quand il n'y a plus rien à faire, quand c'est trop tard. Puisque la science et la peur ne parviennent pas à changer les attitudes et les opinions, comment faire pour « vendre » le changement et rendre l'envie de changement majoritaire, dans un pays démocratique ? Certains ont renoncé, et misent sur des régimes autoritaires, mais il est à craindre que toute contrainte sur les modes de vie ne fasse l'objet de contournement et de résistances qui en compromettraient le succès. Rien à faire, il faut donner envie du changement, seule voie pour obtenir une contribution active du plus grand nombre audit changement. Tel est le défi que nous devons relever. Comment promettre « des lendemains qui chantent » tout en annonçant des changements profonds de mode de vie ? Un challenge difficile, auquel tout parti politique « responsable » est confronté, et il y a certainement plusieurs chemins qui « mènent à Rome ». Donner un nouveau contenu au « progrès », tel est le moyen de donner envie d'un nouveau monde. Un point de passage me semble obligé : mettre l'humain au cœur des projets politiques, la qualité de vie de chacun d'entre nous, une qualité de vie réaffirmée non pas par l'amour du barbecue ou de la chasse, mais par l'intensité des relations humaines et de nos émotions. Il n'est de richesse que d'hommes.

Il n'est pas (encore) trop tard

C'est l'agence internationale de l'énergie qui l'affirme, dans son dernier rapport [Net Zero by 2050](#). Limiter le réchauffement climatique à 1,5° en 2100 est possible. Possible, mais au prix d'un effort considérable. Nous progressons, mais nous sommes loin du compte, et certains indicateurs sont inquiétants. En 2022, les subventions aux énergies fossiles ont atteint 1000 milliards de dollars, soit le double de l'année précédente. La guerre en Ukraine en serait la cause, mais c'est autant d'argent qui n'est pas consacré aux deux grands axes d'amélioration, l'efficacité énergétique et le développement des renouvelables. 1 700 milliards ont été investis dans le solaire en 2022, un record, c'est plus que dans le pétrole, mais il faudrait accélérer pour tenir les objectifs de l'accord de Paris. Globalement, à l'échelle de la planète, multiplier par 3 la capacité des énergies renouvelables d'ici 2030, ne plus ouvrir de centrales à charbon, et réduire de 70% les émissions de méthane. Tout ça coûte de l'argent, me direz-vous, 75 milliards \$ cumulés d'ici 2030 pour la captation du méthane par exemple. Seulement 2% des revenus nets des industries pétrolières et gazières en une seule année... L'effort n'est pas surhumain. Il faut en effet des milliers de milliards d'euros pour la transition, mais une bonne part pourrait provenir du basculement des investissements des fossiles vers les renouvelables. Ajoutons que le prix des renouvelables ne cesse de baisser, et que le retour d'investissement,

² Michel Serres, C'était mieux avant, Le Pommier, 2017

intégrant les coûts évités, est rarement évoqué. Le coût du « rien faire » est bien supérieur à celui de l'action. Le prix des retards dans la transition sera lourd, et sera payé largement par ceux qui auront cru les mensonges et autres infox qui se multiplient concernant les énergies renouvelables et les changements inévitables dans nos modes de vie.

Des bénéfices immédiats

C'est en acceptant de changer, et en contribuant activement au changement, que nous continuerons à améliorer le bien-être. Le statu quo nous condamne à la régression, économique, politique, et sociale. Certains bénéfices du changement sont immédiats, et c'est en associant ces intérêts perceptibles ici et maintenant et les urgences planétaires que le changement apparaîtra souhaitable.

Une action de proximité, qui produit des aménités dont chacun pourra bénéficier en plus de l'action climatique, par nature planétaire. Un double dividende, ou des co-bénéfices comme on les aime en matière de développement durable. Les villes sont au premier plan. Les chercheurs de école des Ponts ParisTech (ENPC) et du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (Cired) ont analysé la situation de [120 villes dans le monde](#), et concluent qu'il est possible de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre tout en améliorant la qualité de vie des habitants. Les leviers dont les collectivités disposent sont divers, et leur efficacité varie d'une ville à l'autre. Pas de recette universelle, mais des pistes et des stratégies à retenir selon les situations géographiques, sociales, politiques, économiques. Les niveaux de pollution atteints dans certaines métropoles, et le coût engendré, compromettent gravement la qualité de vie, et les mesures à prendre peuvent à la fois lutter contre ces nuisances et réduire les émissions de gaz à effet de serre. La situation sanitaire est notamment directement impactée par le réchauffement climatique, au point qu'elle le rapport Climat/santé est devenu un point à l'ordre du jour de la prochaine COP. « Le changement climatique menace d'anéantir des décennies de progrès vers une meilleure santé et un meilleur bien-être » affirme l'OMM, organisation météorologique mondiale. Donner envie du changement, et il y a de nombreux arguments à faire valoir à cet effet, est la meilleure manière de provoquer l'élan nécessaire pour brider le réchauffement climatique, bien mieux que la peur de la catastrophe qui produit du déni ou la fuite en avant.

II- UNE ECOLOGIE OFFENSIVE

Au-delà de l'alerte

Prenez les grands enjeux d'environnement. Le climat, la biodiversité, les océans, etc. L'alerte a été donnée il y a bien longtemps, personne ne peut dire « je ne savais pas ». La maison brûle disait Jacques Chirac, c'était en 2002, à Johannesburg. Les grands groupes pétroliers aussi savaient, nous savons aujourd'hui qu'ils savaient, et ils ont poursuivi leur activité comme si le réchauffement n'existait pas. La presse le savait, mais le sujet ne faisait pas vendre, il gênait les annonceurs, si bien que le sujet était relégué bien loin des grands titres qui attirent l'œil et l'attention. Faut-il persévérer dans l'alerte pour faire bouger les choses ?

L'alerte fonctionne parfois. Le « printemps silencieux » de Rachel Carson, c'était en 1962, a secoué l'opinion. L'interdiction du DDT lui doit beaucoup. Une vraie victoire, mais une victoire partielle et éphémère, qui n'a pas empêché le déversement dans nos champs de tonnes de produits toxiques que nous retrouvons dans nos corps et dans ceux d'animaux pourtant bien éloignés de la « civilisation ».

L'alerte nous émeut, elle a un rôle à jouer, il faut toucher la sensibilité. Mais les résistances sont énormes, les puissances économiques concernées sont pleines de ressources pour semer le doute, retarder les décisions ou les vider de leur sens. Elles ont beau jeu de mettre en évidence tous les problèmes que le changement créera, le prix à payer, les querelles entre les chercheurs, les doutes sur les résultats, et en face les bienfaits des produits qu'ils mettent sur le marché, que la publicité a tôt fait de rendre incontournables. Nous ne connaissons pas toutes les manœuvres que ces puissances peuvent engager pour que rien ne change, mais nous savons que les résistances seront multiples, de formes variées, souvent justifiées par les difficultés que tout changement provoque, bien que celles que le statu quo entraîne seront bien plus lourdes.

Il y a aussi la morale. Celle-ci nous invite à nous sacrifier pour la collectivité, pour les générations futures, pour l'équité entre tous les êtres humains. Bien sûr, mais l'appel à la morale laisse prospérer l'idée que la défense de l'environnement est un sacrifice, une bonne action, évidemment désintéressée. Pour les hommes d'affaires, pour ne pas dire pour les gens sérieux, les décideurs, cela signifie que ce n'est pas vraiment nécessaire, c'est du superflu, pourquoi pas, mais plus tard, quand la conjoncture sera meilleure. L'environnement viendra à son tour, et nous observons que son tour n'arrive jamais. La référence à la morale provoque en outre un sentiment de culpabilité. Rien de mieux pour se voiler la face et passer à autre chose. Pour le dire simplement, nos dirigeants ont toutes les peines du monde à croire aux enjeux écologiques. Ils n'en ont d'ailleurs pas la culture, ce n'est pour eux qu'une figure imposée à laquelle ils s'emploient à regret et maladroitement, pour la plupart.

Les leviers que nous avons utilisés pour faire avancer la cause de l'environnement n'ont pas été vains, mais ils sont loin de suffire. Il ne suffit pas d'avoir raison pour gagner. La peur, la culpabilité, la morale, n'ont pas permis de provoquer l'élan nécessaire pour aborder cette étape dans la vie de l'humanité, au moment où nos consommations dépassent les capacités de production de la planète, et où nos rejets de toutes sortes dégradent son potentiel de production. Nombreux sont encore ceux qui croient à l'action telle qu'elle a été menée jusqu'à présent. Il suffirait d'accentuer la pression, dans un contexte qui nous donnera raison. Un pari bien risqué, où les donneurs d'alerte sont vite considérés comme des porteurs de malheur, des Cassandre finalement responsables de tous nos maux.

Ne pouvant attaquer de front les puissances issues du passé, il nous faut imaginer de nouvelles formes d'action, qui fassent entrer l'écologie dans l'univers mental des dirigeants. [Le manifeste pour un réveil écologique](#) en est un exemple intéressant. Il met en question le recrutement des cadres des entreprises, un enjeu qui parle directement aux dirigeants. Des instruments économiques, comme les certificats d'économie d'énergie, qui récompensent la non-consommation, peuvent également être sollicités. La valorisation des coûts évités serait à ce titre une avancée bien utile. Ce qui coûte cher n'est pas l'environnement en soi, mais le non-environnement, la dégradation de l'environnement et le coût de sa restauration. Ce ne sont que des pistes, tout comme la « finance verte » souvent critiquée. Le chantier est ouvert, pour élaborer une stratégie et des outils originaux qui conduisent aux changements que nous devons entreprendre.

Dans ce registre, ce sont les entrepreneurs qui sont les mieux placés, alors que le discours écologiste est tenu principalement par des donneurs d'alerte. Ceux-ci ont bien sûr de grands mérites et du courage à revendre, mais sont-ils armés pour animer la nouvelle étape qui s'annonce féroce face aux puissances d'hier, qui défendent âprement leurs positions ? L'écologie a besoin d'entrepreneurs, et doit les attirer. Il faut notamment changer de discours. Passer d'un mode défensif à un mode offensif, proposant des orientations nouvelles plutôt que des interdictions, donnant envie de découvrir de nouveaux terrains d'aventure pour exercer leurs compétences dans le « nouveau monde ».

Le monde change, profitons-en !

Le discours « il faut protéger les Français » maintes fois repris par les partis dits de gouvernement qui se sont succédé aux commandes, a renforcé ce besoin de conserver nos modèles culturels, au lieu d'inciter à les faire évoluer et de stimuler l'envie d'être les premiers à en proposer au monde, comme la France l'a fait en 1789. C'est un défi à relever qu'il faut présenter, en prenant soin que chacun puisse se sentir concerné personnellement, que chacun puisse en tirer avantage. Avantage en termes de statut social, de mode de vie, de confiance en soi. Apprenons à tirer parti des changements qui transforment le monde, au lieu de s'en plaindre et de laisser passer nos chances.

Le discours officiel semble bâti sur une ligne de conduite, « ne vous en faites pas, bonnes gens, rien ne va changer pour vous ». Hypothèse implicite : le changement n'est pas une bonne chose, évitons-le, la technologie va résoudre tous nos problèmes écologiques. Par exemple, pas question de toucher à la voiture, la transition sera juste un passage de la voiture thermique à la voiture électrique. Ce discours accrédite et même renforce l'idée que le changement serait douloureux. L'écologie à la française, c'est l'écologie sans le changement, ouf ! Adieu, donc, l'idée que le changement puisse être un bien, qu'il peut apporter immédiatement du bien-être. Il dérange, oui, mais ça vaut le coup !

C'est ainsi que le changement, au lieu d'être maîtrisé, nous est imposé. Les crises à répétition en sont une conséquence. Elles ont chacune leur cause, mais leur accumulation laisse penser qu'il existe un fond de décor qui en favorise l'émergence. Chacune apporterait ainsi un éclairage particulier à un état général de crise, la moindre étincelle pouvant mettre le feu aux poudres. Le décalage entre l'offre politique et la réalité vécue est souvent évoqué. Il pourrait bien être le terreau sur lequel prospère cet état de crise, attisé bien sûr par des mouvements politiques ou sociaux qui espèrent en profiter.

C'est une banalité de dire que le monde change, et ce n'est qu'un début. Un cadre nouveau se constitue sous nos yeux. Citons notamment la puissance extraordinaire des interventions humaines, qui font aujourd'hui concurrence à la géologie, puisqu'il est question d'anthropocène ; les nouveaux équilibres géopolitiques, qui transforment les relations entre les nations et provoquent des migrations brutales ; l'explosion des technologies de l'information, des satellites aux réseaux sociaux, en passant par l'intelligence artificielle ; et évidemment la « finitude du monde », dont beaucoup refusent de prendre conscience, malgré la pression de plus en plus visible du dérèglement climatique.

Le monde change, mais nos esprits ont du mal à suivre, encore plus à anticiper. Nous raisonnons encore comme avant, avec le système de pensée et les références dont nous avons hérités. Les conséquences de cette résistance se font sentir durement. En premier lieu une forme de désarroi, d'incompréhension. La situation est vécue différemment selon des types de population, ce qui provoque des frottements parfois violents. Dans ces moments d'incertitude, chacun tente de s'accrocher à des « valeurs sûres ». La religion, l'identité, deviennent des boussoles pour beaucoup. Elles sont obsolètes, elles aussi, mais il est facile de leur donner une allure d'éternité. Tous les pêcheurs en eau trouble trouvent dans le désarroi un milieu favorable à leurs pratiques.

Sentiment de déclassement pour les uns, d'exclusion pour d'autres, nombreux sont ceux qui ne se reconnaissent plus dans le milieu où ils ont toujours vécu. Une perte de repères qui affecte aussi l'autorité, phénomène accentué par les nouvelles techniques de l'information. La « vérité » devient relative, les « sachants », professeurs, docteurs, dirigeants, sont remis en question. De nombreux acteurs économiques, y compris les institutions financières, sont restés dans l'ancien monde, et ont du mal à admettre que les règles du jeu ont changé. L'inertie dans les modes de pensée est forte, comme le disait l'économiste John Maynard Keynes : « La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes ». Il en résulte des impasses et surtout une incapacité à anticiper. Les forces dominantes ont établi leur puissance dans l'ancien monde. Elles cherchent à le prolonger, et s'appuient pour cela sur les besoins de la transition. Nous aurons encore besoin de pétrole et de charbon pendant des années, alors continuons à chercher de nouveaux gisements, à investir dans de nouveaux équipements, qu'il faudra bien amortir, bien sûr. Le coût de la transition, qui sera d'autant plus élevé qu'elle sera tardive, est mis en avant, et celui de l'inaction, du « Business as usual », beaucoup plus élevé, est passé sous silence.

Cette situation nous conduit à des désastres économiques et écologiques, à une perte d'influence de la France dans le monde, et aussi à des troubles sociaux consécutifs à l'incompréhension de la formidable transformation du monde à laquelle nous assistons. Nous entrons à reculons dans le monde de demain. Aucune chance, dans ces conditions de reprendre notre destin en main, d'offrir des perspectives pour réduire le décalage entre le monde d'aujourd'hui et les perceptions issues du monde d'hier. Le nouveau monde qui se construit n'est pas le nouveau monde de nos rêves. Il n'est pas pour autant plus mauvais, il peut même être meilleur si nous participons à sa construction.

Le changement sympa

Prenons l'exemple de l'alimentation, un tiers de notre empreinte écologique. Une empreinte que nous pouvons alléger demain en décidant de manger moins de viande et de produits laitiers. Certains militants n'hésitent pas à culpabiliser les amateurs de barbecue et autres carnivores. Est-ce la bonne manière de faire ? Préférons une formule plus conviviale et basée sur le plaisir de la bonne chère, qui consiste à vanter d'autres régimes alimentaires, d'en faire la promotion de manière qu'ils se substituent naturellement et sans douleur aux régimes carnés. Il y a un tas de moyens pour ça, à commencer par proposer des recettes imaginées par des chefs prestigieux. La cuisine est très présente, aujourd'hui, sur les écrans de télévision, et il semble qu'il y ait de nombreux chefs étoilés qui s'engagent pour la planète et font l'apologie des produits de leurs potagers. Profitons-en pour répandre à la fois l'envie de ces nouveaux plats, et donner les moyens de la satisfaire. La « planification écologique » consistera alors à harmoniser la communication qui accroîtra la demande, la production et la distribution des produits correspondants, notamment des légumineuses, bonnes à tous égards : pour notre santé, notre pouvoir d'achat, les finances publiques, la sécurité sociale, et pour la terre où elles poussent. Il leur manque juste le prestige et de bonnes recettes à populariser. Voilà un changement qui n'aurait pas le goût de la restriction ou de la privation, et encore moins celui de la culpabilité, si ce n'est du péché de gourmandise. Un changement sympa !

Le succès que semble rencontrer le vélo en ville montre qu'il est possible de proposer un changement populaire, qui n'attendait qu'un signal pour se réaliser, avec bien sûr quelques investissements pour l'accompagner. Un investissement bien moins lourd que le moindre kilomètre d'autoroute. Le covoiturage s'est également développé rapidement dès que les outils numériques l'ont rendu plus facile. Ajoutons, pour la voiture, de nouveaux types d'usage, tels que la voiture partagée, la location en libre-service, qui ne pèsent pas sur le budget de l'Etat et allègent les finances des utilisateurs. Des solutions qui ne concernent qu'une partie de la population, mais qui, cumulées, dessinent un nouveau paysage de la mobilité, plus écologique, plus convivial, et plus économique. Là encore, le changement n'est pas synonyme de recul ou de privation, mais plutôt de modernité.

Alimentation et mobilité, les deux postes les plus pénalisant en matière d'effet de serre : Pas besoin d'attendre des transformations technologiques, ni d'investir des milliards, pour obtenir des gains immédiats et pour tout le monde, les humains et la planète. Tous ceux qui vous laissent entendre que le changement, c'est douloureux, favorisent de fait un attachement fatal au statu quo. Les progrès technologiques vont accompagner ces changements, les faciliter espérons-le, mais c'est dans les esprits que l'idée du changement sympa doit prospérer avant tout. Un réflexe pourrait y contribuer utilement. La recherche systématique de co-bénéfices. L'approche « en silo », si répandue en France, nous aveugle souvent, et nous empêche de voir des effets secondaires bénéfiques qui pourraient provenir d'une politique. Par exemple, dans le troisième domaine émetteur de gaz à effet de serre, le bâtiment, la rénovation thermique pure ne prend pas en charge les autres qualités attendues d'un logement, pour la santé et le confort de ses occupants. Une rénovation tous azimuts serait autrement plus attractive qu'une rénovation exclusivement énergétique. Transformons le changement « contrainte » en un changement « plaisir ». Le changement, c'est sympa !

De nouveaux codes pour le XXIe siècle

Le changement est l'occasion de repartir sur de nouvelles bases, une forme de jubilé, qui mobilise une nouvelle énergie. Il faut pour cela abandonner les codes du monde d'hier, les références à l'aune desquelles nous jugeons les événements et les perspectives qui s'offrent à nous. Nous devons adopter de nouveaux codes, qui permettent d'appréhender le monde du XXIe siècle. « Croissez et multipliez », c'est terminé sous sa forme d'origine, il faut lui donner une nouvelle signification. Tant que nous vivons avec les codes du passé, tout changement apparaîtra comme une restriction, une atteinte aux libertés, et définitive une punition. Sentiment aggravé par un discours écologiste inspiré par la morale, la culpabilité, et parfois la honte. L'écologie est ainsi vite réduite -souvent caricaturée - à un caractère punitif, qui ne permet pas d'entrer dans le futur avec plaisir, voire avec gourmandise.

Les nouveaux codes ne sont pas écrits, il nous faut les imaginer collectivement à partir d'une vision du futur que nous voulons, et de l'imaginaire qui le représente. Un imaginaire qui suscite l'adhésion du plus grand nombre, et qui donne envie de s'engager.

La tentation est forte, dans un pays comme le nôtre, fortement centralisé, avec un Etat omniprésent, animé par un souci d'égalité souvent appliqué avec radicalité, d'attendre la réponse d'en haut. Pas de chance, les « élites » n'ont pas le goût du changement, au contraire. « L'élite ou technocratie administrative en place a une oreille sélective, n'écoulant guère que ce qui est compatible avec la culture-maison et avec sa façon de faire, quitte à disqualifier l'expérience et les recommandations des « étrangers » ». Telle est le constat d'experts en la matière³, qui précisent « L'ignorance est un construit social, collectif et organisationnel. Elle est durable ». Traduction du célèbre « veux pas le

³ Patrick Gibert et Jean-Claude Thoenig, auteurs de « La modernisation de l'Etat, Une promesse trahie ? », Classiques Garnier, 2019

savoir ». N'attendons donc rien de l'Etat et de tous ceux qui sortent du même moule, où le formatage des esprits est la règle. Des écoles où « l'on apprend à avoir raison ».

Ce ne sont pas non plus les militants, trop engagés qu'ils sont, qui porteront ces nouveaux codes. Ils ont déjà les leurs, élaborés entre eux, conformes à leurs positionnements, qui ne sont pas ceux de la société dans son ensemble. C'est de cette dernière que doit émaner cette vision du futur. L'Etat et les militants, chacun avec leurs outils, doivent favoriser cette émergence, sans imposer leur approche. Dans leur livre « La nouvelle société de la connaissance⁴ », Joseph E. Stiglitz et Bruce C. Greenwald proposent le principe de société apprenante, qui apprend d'elle-même et de son expérience. Ils décrivent notamment les politiques publiques, susceptibles de favoriser l'éclosion ou la consolidation d'une économie d'apprentissage : politiques industrielle, financière, culturelle, sociale, migratoire, juridique (propriété intellectuelle), etc.

Dans son livre « Le jardin planétaire⁵ », le paysagiste Gilles Clément nous propose une formule qui pourrait être utilement transposée dans cette recherche de nouveaux codes. « Faire AVEC le plus possible, CONTRE le moins possible ». Le contraire de la posture de certains milieux écologistes, qui voudraient imposer leurs vues contre l'avis des intéressés. Recherchons les amorces de ces nouveaux codes en gestation dans la société, et favorisons leur développement. Cela vaudra bien mieux que d'en imposer d'en haut, que ce soit de l'Etat, des militants ou d'autres sachants. Des codes enracinés dans la société pour avancer vers le monde de demain.

Pour une société de la connaissance

Nous sommes formatés pour chercher du *plus*, pour un dépassement permanent. Mauvais penchant si nous restons dans un monde de consommations matérielles. Y a-t-il d'autres formes de *plus* qui ne se heurteraient pas à des limites, la société de la connaissance, par exemple ?

Le discours écologiste est souvent ramené à une société du *moins*. Les mots Décroissance, Sobriété ou encore Zéro en sont quelques concrétisations. Ils n'attirent guère l'enthousiasme et portent un sentiment d'échec, de retour en arrière. Un sentiment parfois renforcé par des appels à la culpabilité, et même à la honte. Nous sommes tous d'accord sur le constat qu'il est impossible de continuer comme avant, mais comment en convaincre tous ceux qui ont mis leurs espoirs dans l'accès à des modes de vie que nous pensons incompatibles avec les grands équilibres planétaires ? Leur réaction, que nous observons au fur et à mesure que les échéances se rapprochent, est le négationnisme, le refus d'entrer dans une démarche qu'ils considèrent comme un échec collectif et personnel.

Une autre voie est de proposer toujours un *plus*, mais un autre *plus*. Pas un *plus* ascétique et tristounet, mais un *plus* enthousiasmant, tourné vers l'avenir, un *plus* moderne et attractif, un *plus* qui donne du prestige. Et bien sûr un *plus* qui favorise l'épanouissement de la planète.

Vous m'objecterez que si ce *plus* existait, prêt à l'emploi, ça se saurait. Oui, sauf s'il est masqué, occulté par des intérêts liés au monde d'hier qui s'efforcent de le faire disparaître ou de le discréditer. Le volet moral, qui voudrait que nous souffrions pour expier nos fautes, conforte le point de vue de notre condamnation à la pénitence. Le double dividende, bon pour soi-même et bon pour la planète a du mal à s'imposer, ce serait trop beau. Refusons cette fatalité, et faisons le pari de trouver un chemin « durable », gagnant-gagnant.

⁴ Aux éditions Les liens qui libèrent, 2017

⁵ Publié chez Albin Michel, 1999

Les ingrédients existent, de nombreux exemples existent à travers le monde qui montrent que le double dividende est accessible. Encore faut-il y croire et accepter de changer d'état d'esprit, de ne pas chercher le plus dans le prolongement du passé. Cette recherche ne peut que se construire collectivement. Le nouveau modèle de société à imaginer ne peut venir d'en haut, imposé par quelques « sachants », même éclairés. Mais nous pouvons mettre la société en ordre de marche pour élaborer ce nouveau modèle, autour d'un axe fondateur. Il en existe sûrement plusieurs, dans le monde diversifié que nous observons autour de nous. En voici un, proposé par différentes autorités et qui réunit toutes ces qualités : tourné résolument vers le futur, valorisant, décarboné et de faible empreinte écologique, humaniste et universel : la société de la connaissance. Une traduction moderne de « Il n'y a de richesses que d'hommes », l'expression de Jean Bodin au XVI^e siècle, mais en misant sur la qualité des hommes plutôt que sur leur nombre.

Une société de la connaissance, fondée sur le capital humain, son génie à cultiver et à stimuler par un apprentissage permanent, une société apprenante théorisée notamment par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz.

Une connaissance décarbonée pour l'essentiel, mais à haute valeur ajoutée, une connaissance notamment de la planète Terre et de la vie qu'elle accueille, une planète qui est notre origine à tous et dont la bonne santé est la garantie de celle des humains.

La société de la connaissance reste pour beaucoup un concept abstrait. Il convient de le concrétiser et de lui donner un contenu que chacun puisse appréhender et transposer dans sa vie quotidienne, dans son travail et son espace personnel. Il existe déjà un capital humain extraordinaire, des savoir-faire les plus humbles aux avancées technologiques les plus sophistiquées. Mobilisons-le pour obtenir le maximum de bien-être à partir des ressources que nous pouvons exploiter tout en favorisant la prospérité de notre planète Terre, aujourd'hui mise à l'épreuve.

Le développement durable, pour une « recivilisation »

Décivilisation, un mot inquiétant, qui nous rappelle que les civilisations sont mortelles. Jared Diamond nous avait bien décrit le processus dans son livre Effondrement⁶. Cette fois-ci, une nouvelle extinction des espèces pourrait en être la conséquence, tellement notre civilisation a voulu jouer avec les grands équilibres qui régissent la planète. D'autres civilisations ont produit des déserts, mais les effets sont restés géographiquement limités, alors que la nôtre, par sa puissance, touche au climat, aux grands cycles, de l'eau, de l'azote, du phosphore, etc. Il serait temps de changer de civilisation.

La décivilisation fait référence à notre mode de gouvernance. Perte de cohésion de la société, sentiment d'abandon dont certains souffrent, éloignement physique et mental entre les décideurs et les citoyens, multiplication de messages alarmistes et souvent contradictoires, rapidité des transformations du monde, et bien d'autres ingrédients produisent un cocktail amer, qui met la gouvernance à rude épreuve. La recherche de valeurs sûres est devenue un facteur déterminant dans le comportement et les choix de nos concitoyens. Une forme de quête de l'absolu qui se retrouve dans nos mentalités et nos systèmes politiques.

L'absolu comme recours, face à un monde incertain, se traduit dans les modes de gouvernance. Le poids des religions, de l'identité, en sont quelques aspects bien identifiés, comme la bonne santé, hélas, des régimes dits « illibéraux », ou des « démocraties ». En France, l'absence de majorité absolue est perçue comme une faiblesse, que les gouvernants cherchent à surmonter péniblement. La presse présente cette situation comme un handicap politique et les pratiques parlementaires que

⁶ Paru en France chez Gallimard en 2006

nous observons le confirment. Et pourtant, personne ne croit qu'une majorité absolue existe dans la population, alors que le parlement est censé la représenter. Majorité absolue et démocratie semblent inconciliables, en dehors de périodes historiques exceptionnelles, à moins de fausser la représentativité des élus. C'est ce que nous faisons, allant même, quand le scrutin est proportionnel, à apporter un coup de pouce pour assurer une majorité absolue à la formation qui a atteint une majorité relative. Il n'est pas surprenant que de nombreux électeurs ne se sentent pas représentés, et finissent par se désintéresser de la vie politique. Sont-ils sur la voie de la décivilisation, ou bien est-ce le mode de fonctionnement de la « civilisation » qui est à revoir ?

Ajoutons que le mode de scrutin dit « majoritaire », sur la base de circonscriptions, ne l'est que dans les mots. C'est le plus sensible à une variation infime de l'opinion. Déplacez 1 ou 2% de l'électorat, ce sont des dizaines de députés qui changent de couleur, et vous obtenez une majorité différente. Les groupes sociaux bien organisés deviennent ainsi des « faiseurs de roi » et imposent leurs volontés. En période de profondes transformations de la société, comme aujourd'hui, les groupes constitués protègent leurs intérêts, ceux du monde d'hier, et deviennent ainsi les gardiens du statu quo, d'une stabilité factice car très fragile, et de l'immobilisme bien perçu par Edgar Faure : « l'immobilisme est en marche, et rien ne pourra l'arrêter ». L'adaptation au monde nouveau qui se constitue sous nos yeux est bien mal partie. Le désarroi qui résulte de cette situation ne peut que contribuer à la décivilisation. En revanche, la recherche de la meilleure manière de tirer parti de ce nouveau monde, qui pourrait structurer une vision d'avenir et produire de la civilisation, reste marginale dans l'esprit des dirigeants, et notamment de la haute fonction publique, enfermée dans ses certitudes.

Cette obsession de la majorité absolue conduit à un refus de toute construction commune à laquelle participeraient des formations différentes. La confrontation est la règle, sans le débouché que fournirait une forme de coopération. Nous n'avons pas besoin d'être d'accord sur tout pour collaborer, telle devrait être la règle pour explorer les futurs inédits, chercher de nouvelles opportunités. La poursuite d'une forme de développement type « ancien monde » conduit à des affrontements « hors sol », et inopérants face aux enjeux d'aujourd'hui. L'incapacité à dialoguer qui en résulte est la marque de la décivilisation en marche.

Pour « reciviliser », le besoin est urgent de perspectives de progrès « nouveau monde ». Le développement durable pour reciviliser, un beau programme.

III - LES ENTREPRENEURS POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le temps des éclaireurs

Le discours des écologistes ne donne pas vraiment l'envie du changement. Le mot « désirable », souvent employé, ne signifie pas la même chose pour tous ceux pour qui la consommation est un signe de statut social d'un côté, et d'un autre pour les militants écolos, végétariens de surcroît. La sobriété aujourd'hui mise à la mode par le Gouvernement est vite assimilée à privation, l'idée même de renoncer à ses rêves est souvent mal vécue. La fin de l'abondance n'est pas une bonne nouvelle en soi. Bien sûr, elle conduit à plus de sagesse et de discernement, mais la privation est immédiatement ressentie, et masque le reste.

Accepter de changer n'est pas une décision facile à prendre, tant qu'il y a encore un espoir d'y échapper, une illusion à laquelle chacun s'accroche. Il faut sortir de sa zone de confort, et pour cela en avoir les moyens. La peur de catastrophes multiples, souvent mises en avant pour motiver les hésitants, ne fait que pousser au repli sur soi, alors qu'il faut au contraire avoir confiance en soi et se sentir fort pour entreprendre l'aventure du changement. Une aventure qui ne peut s'entreprendre sans aventuriers, sans explorateurs qui pourront ouvrir la voie, ou au moins l'éclairer. Comment motiver des éclaireurs en puissance, comment les mobiliser pour l'aventure du changement radical que nous devons engager pour vivre mieux demain, en intégrant le climat et la biodiversité, bien sûr, mais aussi les rééquilibres géopolitiques et les nouvelles technologies.

Nous nous plaignons souvent des maigres résultats des COP du climat. Blablabla. Il manque des actes. C'est sans doute le système onusien, avec ses lourdeurs et ses contradictions, qui explique cette timidité dans les faits, mais pas tout. Le discours des partisans du changement porte aussi sa part de responsabilité. Rappelez-vous Copenhague, la COP 15, en 2009. Forte mobilisation des ONG sur des objectifs manifestement hors de portée, compte tenu des positions de la Chine et des Etats-Unis, que chacun savait définitives. Une forte mobilisation pour un échec annoncé, ce n'est pas une bonne stratégie. Le résultat est un découragement des militants, et par suite un désengagement. Le mot « fardeau », utilisé pour désigner le poids du passé, ne facilitait pas le tâche des représentants des Etats qui devaient rendre des comptes à leurs mandants. D'une manière générale, le langage écologiste n'est guère encourageant pour les entrepreneurs. Adieu la qualité de la vie et de l'environnement, valeurs positives, bonjour le fardeau, donc, la précaution, l'extinction, les impacts (supposés mauvais), la protection. Des mots totalement justifiés, pour qui en connaît le sens véritable, mais pas très engageant pour le profane qu'il faudrait convaincre. Et des mots qui ouvrent la possibilité à tous les détracteurs de caricaturer le combat écologiste.

L'alerte a été le cheval de bataille des écologistes depuis « Le printemps silencieux », le livre de Rachel Carson publié en 1962. Il semble bien que ce soit toujours l'alerte qui tienne la vedette. Il ne faut pas l'oublier, mais elle doit laisser la première place aux perspectives offertes par le changement. Au lieu d'insister sur son coût et les difficultés de la transition, mieux vaut évoquer la nouvelle qualité de vie et les bénéfices que nous tirerons collectivement du changement. Les lanceurs d'alerte doivent laisser le premier rôle aux entrepreneurs du développement durable, qui donnent envie de s'engager, qui donnent de l'espoir, au lieu de se fixer sur une attitude défensive dans le seul but d'éviter la catastrophe. L'écologie a besoin d'éclaireurs pour montrer la voie. Il y en a déjà, et c'est heureux, mais ils sont inaudibles dans le discours général à connotation purement défensive. Si nous ne changeons pas de discours, l'immobilisme ou la lenteur que nous critiquons ont de beaux jours devant eux.

L'écologie a besoin d'entrepreneurs

Les entreprises jouent un rôle déterminant dans les dégradations du milieu, elles sont pour l'essentiel le bras armé de l'humanité qui, depuis des siècles voire des millénaires tente d'asservir la nature. Faut-il incriminer les entreprises ou bien doit-on s'interroger sur la nature humaine, et sa conception de la nature ? Les entreprises ne sont que des instruments que l'humanité s'est donnée pour étendre son influence et s'affirmer comme roi de la création.

Ce sont bien les entreprises qui mettent en œuvre les pratiques à l'origine de tous ces dégâts. Il est donc normal de s'interroger sur leur fonctionnement, sur les limites qu'il faut leur donner dans leur désir d'expansion. Craignons que l'entreprise, création humaine, ne prenne sa liberté et s'affranchisse, tel Frankenstein, de toutes les règles nécessaires pour assurer le respect des humains et des milieux où ils vivent, où ils puisent leurs ressources. L'entreprise pour elle-même, en quelque sorte, et non l'entreprise au service des humains.

C'est ce qui arrive quand les actionnaires sont loin de l'entreprise, qu'ils n'en voient que les dividendes qu'ils en tirent. L'entreprise est alors une abstraction, une simple machine à fournir du cash. Sa raison d'être, au service des humains, a disparu des radars. Bien des économistes ont ainsi réduit l'entreprise aux seuls actionnaires, au lieu de la considérer comme un être complexe, avec des humains derrière, les actionnaires, bien sûr, mais aussi les personnels, les clients, les fournisseurs, et l'environnement, le milieu où elle exerce son activité, où elle puise ses ressources. C'est cette dérive qui donne mauvaise presse aux entreprises, dérive hélas persistante malgré des efforts de redressement tels que la loi PACTE.

La transition, la sortie de l'ère du carbone, est une épreuve redoutable qui ne peut être affrontée sans la participation active des entreprises. Leur puissance, leur capacité d'intervention, ont été des facteurs de dégradation des milieux et du climat. Elles sont aujourd'hui nécessaires pour redresser la situation, et l'objectif de tous les tenants de la grande transformation de l'économie, de la métamorphose comme le dit Edgar Morin, devraient être de mobiliser cette force. De nombreuses entreprises se sont déjà engagées, mais le contexte dans lequel elles évoluent, les lois de la concurrence, les règlements hérités d'une autre époque, ne leur rendent pas ce choix facile.

Il faut ajouter l'attitude de nombreux écologistes qui ne parviennent pas à admettre que les entreprises, coupables à leurs yeux de tellement de méfaits, puissent participer à la transition. Au lieu de chercher à séduire les entrepreneurs, ils émettent des signaux négatifs, et laissent croire que l'écologie n'aime pas les entrepreneurs. Un sentiment qui conduirait tout droit à l'échec de toutes formes de transition. Le principe de précaution, notamment, a été interprété par beaucoup comme un obstacle à la liberté d'entreprendre, alors qu'il est, en réalité, l'élément central d'une culture du risque.

Les changements profonds que nous devons engager comportent une forte part de risque. L'aventure humaine entre dans une période troublée, sans certitude autre que celle que le prolongement des anciennes pratiques nous conduit dans le mur. L'alerte est claire, malgré le lobbying intense de tous ceux qui voudraient que rien ne change. Se concentrer sur l'alerte, la répéter sans cesse ne suffit plus, il faut se lancer dans de nouvelles aventures, imaginer de nouvelles formes de « progrès » et en montrer la faisabilité, en donner l'envie. L'esprit d'entreprise, l'acceptation du risque, sont à ce titre des qualités incontournables pour affronter les obstacles qui se dressent sur la voie du changement.

Il y a de faux entrepreneurs, tous ceux qui s'accrochent au passé, et tentent de faire durer une rente de situation, de repousser les échéances. Ils ont acquis leur puissance dans le monde d'hier, et ils en usent pour le prolonger. Seule la peur de voir leurs actifs s'effondrer pourrait les faire changer de

position. Une mentalité de rentiers, en fait. Mais il y a aussi de nombreux entrepreneurs que la construction d'un monde nouveau attire. Quoi de plus exaltant que d'écrire une nouvelle page de l'histoire de l'humanité ? Des entrepreneurs au sens large, qui ont envie de transformer le monde : des chefs d'entreprise, des élus, des responsables associatifs. L'écologie a besoin de ces entrepreneurs.

Un nouveau modèle d'affaires

C'est la Chambre de commerce et d'industrie de Paris qui le dit : Pour les entreprises, le développement durable conduit à adopter un nouveau modèle d'affaires, bien au-delà de petits ajustements ou arrangements locaux.

Il est vrai que l'activité des entreprises a longtemps ignoré l'environnement, perçu comme une contrainte, allant parfois jusqu'à une forme de négationnisme. La position court-termiste de certaines qui font encore fi du réchauffement climatique ne peut que conforter une méfiance réciproque entre écologistes et entreprises. Nous ne progresserons guère vers la durabilité en restant sur cette situation. Heureusement, l'état d'esprit des entreprises évolue, de nombreux indices en font état. Même le green-washing a pu y contribuer.

Une [note de Novethic](#) du 6 juillet 2023, par exemple, nous explique le processus : Pour commencer, elles tentent d'écologiser leur image. Elles proclament une neutralité carbone en pratiquant des compensations. Celles-ci sont souvent illusoire, de plus en plus d'études l'ont constaté. Ce pseudo engagement les a malgré tout mis sur la voie. Les exigences de leurs clients, et souvent de leur personnel, ont monté d'un cran, et les voilà au pied du mur. Certaines choisissent d'abandonner cyniquement un discours trop décalé par rapport à la réalité, en se référant aux exigences des actionnaires. Les masques tombent. D'autres, au contraire, abandonnent leur politique de compensation pour s'attaquer enfin aux questions de fond, comment « verdir » réellement leur activité. Il était temps, saluons cette évolution.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les entreprises s'intéressent à l'environnement. Il y a évidemment les contraintes légales, qui ont pu pousser certaines à en faire plus, pour se mettre à l'abri ou pour prendre une longueur d'avance. Des associations professionnelles se sont créées pour accompagner ce mouvement, telles que [Entreprises pour l'Environnement](#) et [OREE](#), en 1992, et le [Comité 21](#), en 1995. Des fédérations professionnelles ont créé des commissions environnement spécialisées dans leurs domaines. Des certifications nationales, européennes et internationales ont proposé des repères aux entreprises volontaires.

Plus récemment, à la suite de la convention citoyenne pour le climat, s'est créée en 2020 la [Convention des entreprises pour le climat](#). Objectif : « rendre irrésistible la bascule de l'économie extractive vers l'économie régénérative avant 2030 ». L'année suivante, c'est le [Grand défi](#) des entreprises, pour mobiliser « les entreprises et leur écosystème pour créer un nouveau modèle de prospérité économique, humaniste et régénérative ». Bien sûr, parmi les adhérents de ces organismes, il y a des opportunistes, qui veillent à leurs intérêts, mais le mouvement est bien réel et il prend de l'ampleur.

L'évolution de la CCIP, chambre de commerce et d'industrie de Paris est significative à cet égard. En septembre 2021, est présentée en Assemblée générale une « prise de position au nom de la Commission Économie et financement des entreprises et du Groupe de travail « Rapprocher la chaîne de valeur au plus près du client ». Une [prise de position](#) concernant les PME-TPE pour favoriser « une dynamique de changement », « accélérer l'innovation et la transformation productive des entreprises », et « raisonner en chaîne de valeur globale ». Une perspective de progrès fondée sur une nouvelle

approche de la chaîne de valeur, dite « globale », qui se retrouve en juin 2023 dans une [étude prospective](#) de la CCIP intitulée « La sobriété au cœur des modèles d'affaires de demain ». Il ne s'agit plus d'améliorations techniques, mais d'une remise en question du « modèle d'affaires ». Une transformation profonde, qui ne peut se concevoir sans « une appropriation plus large par un récit collectif à l'attention de tous les acteurs, un travail sur la manière dont les humains comprennent leurs besoins, une interrogation sur la question du "quoi produire ?" et un élargissement des référentiels comptables à la dimension environnementale ». L'entreprise est partie prenante de la société, et ne peut évoluer séparément, mais elle peut jouer un rôle moteur et doit s'y préparer.

L'entreprise moteur de la transition écologique, voilà une bonne nouvelle dans un monde qui doute de son avenir. Espérons que ce discours innovant sera entendu par les responsables des dites entreprises, petites et grandes !

Compter ce qui compte

Malgré tous ses défauts, le PIB, produit intérieur brut, est toujours d'actualité. Nous connaissons ses limites, voire ses failles, des alternatives ont été recherchées, des prix Nobel mobilisés à cet effet, mais il tient bon, il reste la référence. Il n'incorpore que ce qui est consigné dans les comptabilités des acteurs économiques, qui présentent les mêmes défauts que la comptabilité nationale, à savoir l'exclusion de nombreux domaines qui comptent pourtant pour la bonne santé des entreprises et de la collectivité. Dans un rapport célèbre, intitulé « Entreprise et intérêt général » Nicole Notat et Jean-Dominique Sénard notaient que « toute compréhension de l'entreprise passe par sa comptabilité. Or les enjeux sociaux et environnementaux qui doivent être considérés en sont absents ». C'était en 2018. C'est le concept même de comptabilité, d'entreprise ou nationale, qui est à reprendre pour y intégrer les données absentes aujourd'hui, à tous les niveaux.

Pour les entreprises, la progression de la RSE, responsabilité sociale et environnementale, est en marche. Il y a eu la loi NRE, Nouvelles Régulations Economiques, promulguée en 2001, dont l'objectif est d'améliorer la transparence dans les relations économiques et de favoriser la prise en compte du développement durable dans les activités des entreprises. Elle introduit le concept de reporting extra financier pour évaluer les performances environnementale, sociale et sociétale de l'entreprise. L'Europe s'inscrit à son tour dans cette dynamique, avec une directive « sur le reportage de durabilité des entreprises », NFRD, adoptée en 2014. Cinq ans plus tard, en France, c'est la loi PACTE, qui associe dans son titre croissance et transformation des entreprises, adoptée à la suite justement du rapport Notat-Sénard et du rapport « Financing a Sustainable European Economy » publié en 2018 par le groupe d'experts pour la finance durable constitué par la Commission européenne. La loi reprend la directive européenne en ce qui concerne le reporting, mais elle s'intéresse aussi au concept même d'entreprise, à sa raison d'être et à son rôle dans la société. L'article 1833 du Code civil précise que l'objet social de l'entreprise ne se limite plus à la recherche du seul profit mais que la société "est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité ". Nouvelle étape européenne en 2022 avec la Directive CSRD – Corporate Sustainability Reporting Directive qui étend le champ d'application de la directive de 2014 et améliore de contenu des rapports de durabilité, notamment sur le changement climatique et l'impact des activités des entreprises sur l'environnement et la société en général. Entre temps, en mars 2021, est entré en application un règlement européen (UE 2019/2088) sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers Sustainable Finance Disclosure (SFDR).

Tant en France qu'en Europe, les exigences sur les rapports extra financiers ne cessent de se renforcer. Plus précis, et d'application plus étendue. Une avancée progressive à laquelle des

organismes d'entreprises et de comptables ont répondu. Dès l'an 2000, un Observatoire de la responsabilité sociale des entreprises, [ORSE](#), est créé par des grandes entreprises du monde de l'industrie, des services et de la finance, des sociétés de gestion de portefeuille et des investisseurs, des organismes professionnels et sociaux et des ONG. La gestion des actifs immatériels devient en 2007 l'objet d'un autre observatoire, celui de [l'immatériel](#), qui élabore « des propositions d'identification, d'évaluation des actifs immatériels au service de la stratégie et de la valorisation de l'entreprise ». En 2012, un Club Développement Durable créé au sein de l'ordre des experts comptables propose une comptabilité universelle, et publie un « manifeste » pour le promouvoir. Aujourd'hui, il existe plusieurs approches comptables des enjeux sociétaux et environnementaux. Le Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D), de l'association ORÉE et de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) se sont rapprochés pour en faire présentation sous le titre « La comptabilité intégrée, [un outil de transformation de l'entreprise à la portée de tous](#), toujours dans l'objectif d'accompagner la transformation des entreprises, vers plus de durabilité. Cinq méthodes comptables sont disponibles aujourd'hui, et sont expérimentées.

La comptabilité et développement durable semblaient bien éloignées, mais la pratique et les institutions les rapprochent de plus en plus. Si la comptabilité nationale a bien du mal à se mettre à l'heure du développement durable, celle des entreprises s'est engagée sur ce chemin. La comptabilité, outil du développement durable ? Une affaire qui marche.

*
* *

Réveillez-vous ! Le monde de demain est en train de naître, mais sa progression est menacée par tous ceux qui voudraient que rien ne change, et qui se rattachent aux valeurs du passé. Les attaques dont le green deal européen est l'objet nous alertent. Les prochaines élections européennes et américaines seront décisives pour la décennie en cours, celle où tout est encore possible, mais où rien n'est encore gagné.

Dominique Bidou
www.dictionnaire-du-developpement-durable.fr

Mars 2024